

Le régime du maréchal Pétain

"Ministère fasciste... cabinet à tendances nazistes... gouvernement de barbons... assemblée de poltrons... ministère qui ne représente rien ni personne..."; tels sont quelques-uns des qualificatifs adressés par des gens au régime qui, à l'heure présente, administre les affaires publiques dans la France que n'occupent pas les armées du Reich.

Qui emploie ces expressions? Des journalistes américains qui nous donnaient jadis les assassins rouges d'Espagne, liés aux communistes de Moscou, pour des champions de la démocratie; des agences de presse qui confondent avec le fascisme et le nazisme l'autorité sagement exercée; de braves gens déçus que la France n'ait pas fait tuer jusqu'au dernier de ses soldats; des hommes qui eussent admis de voir l'Allemand tenir tout le territoire français et qui déplorent — belle logique! — qu'il en occupe la moitié; des publicistes pour lesquels Blum est un grand politicien français, Pierre Cot, Jean Zay, d'incomparables patriotes; des hommes épris de liberté qui ne reconnaissent pas aux autres celle de penser plus juste qu'eux; des gens au plus mal informés, ou qu'entame facilement une propagande journalière, tenace, injuste, portant le faux nez de l'intérêt national; quelques fantoches, d'ailleurs ou de chez nous, craignant que la maçonnerie, les loges, une douteuse et louche camaraderie, un sectarisme paradant sous le nom de libre pensée, aillent perdre, sous le nouveau régime, dans le nouvel Etat français, leur influence, leur place, leurs prébendes, leurs privilèges, le droit de proscrire tout et tous ceux qui font obstacle à leurs menées; et aussi de faux esprits larges, des gens qui se croient d'idées avancées et qui tout au fond sont d'incurables Homais. Et même, on doit l'admettre, quelques petits groupes d'hommes respectables, qui ont droit à leur opinion, certes, et qui sont dans cet assemblage bigarré les seuls patriotes, même si on les pense dans l'erreur.

Ceux-ci peuvent revenir sur leur jugement précipité. Les autres? La cause est entendue: le régime Pétain est trop catholique, trop autoritaire, trop attaché aux vieilles traditions. Comment pourrait-il être à la fois catholique et naziste, traditionaliste et fasciste, autoritaire et sans autorité, c'est ce qu'ils ne sauraient expliquer. Leur illogisme leur suffit. Leur absence de juste raisonnement ne les frappe pas. S'ils s'inquiétaient d'abord du désarroi de leur esprit avant de s'apitoyer sur le désarroi de Vichy?

* * *

Quel gouvernement faudrait-il à la France dans son malheur pour que ses critiques en fussent satisfaits?

Un ministère d'union avec Londres? Projet louable, évidemment, de la part de qui l'a proposé à Bordeaux; proposition impossible à traduire en pratique. Voit-on les problèmes de tout ordre que cela eût posés tout le temps de la guerre, pendant une occupation allemande? Croit-on que ce gouvernement, né à la toute dernière heure, eût empêché quoi que ce fût d'arriver, des malheurs qui sont arrivés? Magnifique projet... et, comme presque tous ceux qui est magnifique, d'exécution impraticable.

Un gouvernement républicain français installé hors de France, en Algérie, au Maroc, ailleurs? Voit-on en ce cas la mer allemande submergeant toute la France, noyant tout le territoire et tous les Français? Voit-on Berlin tenant tout et tous — 40 millions de Français, — des mois, voire des années, dans son poing, sous sa botte, imposant tout ce temps à tous les enfants français l'obligation de fréquenter des écoles sans Dieu, — la France en eut déjà trop longtemps, — où des instituteurs serviles eussent travaillé à les dénationaliser, à leur marteler dans la cervelle tous les préjugés antisociaux des maîtres du Reich, tâchant d'en faire des néo-Allemands, leur enseignant à dénoncer leurs parents à l'Etat, brisant ainsi ce qui a fait la force de la France, des siècles durant, et, pendant l'épreuve, demain, plus tard, tout le temps, souhaitons-le, fait et refera le faisceau français imbrisable: la famille, l'esprit de famille, le sentiment que la famille doit être à la base de la vraie France? Cela se serait à coup sûr produit si la France eût été en bloc livrée aux Allemands ou tenue par eux, pendant des années; car, rendus où ils étaient, à la mi-juin, les Allemands eussent déferlé sur toute la France, l'eussent toute tenue avant juillet. Il ne fallait pas cela. Du point de vue militaire et à ne considérer la chose que sous cet angle, cela peut à la rigueur se débattre. Il n'y avait pas à la question que cet aspect. Il est secondaire. Il y avait au-dessus de cela le sort de toute la France, des Français en bloc. Et c'est ce qui a fait que des patriotes français ont voulu délibérément, avant l'inévitable éclatant, rompre avec un passé immédiat chargé d'erreurs et de fautes lourdes, irréparables, consentent à vivre dans un présent difficile, afin de travailler à préparer à la nation un avenir neuf, dur à atteindre, certes, dans les circonstances; avenir que la France atteindra parce qu'elle a d'inépuisables réserves morales, des vertus d'ordre le plus élevé, ainsi que l'a écrit au clergé français S. S. le Pape Pie XII, vertus dont la pratique réhabilitera, restaurera, grandira davantage la France. Car elle ne portera pas pendant des siècles sa présente couronne d'épines...

* * *

La vérité, c'est qu'aujourd'hui l'Etat français a le seul gouvernement qu'il pouvait se donner dans les circonstances. Il ne serait pas indépendant? Il le sera dans la mesure où les hommes qui le forment useront de raison, de diplomatie, de fermeté, de jugement. On a tant vu des gouvernements en apparence indépendants faire au fond le jeu de puissances extérieures! Cela se lit dans l'histoire contemporaine même. Ainsi, qu'a donc été le ministère Blum de 1936? Le jouet, la chose de Moscou, du marxisme, du bolchevisme, du communisme, du stalinisme. Jamais ministère ne fut plus que celui-là dans le poing de l'étranger, sous l'influence de puissances dissolvantes. Pourtant, alors, la France était une grande nation... Sauf qu'elle ne se gouvernait plus elle-même. Elle était gouvernée par des gens de Moscou. A qui fera-t-on croire, s'il connaît un tant soit peu l'histoire française, le caractère français dans ce qu'il a de plus noble, que Berlin maniera à son gré le maréchal Pétain? Pas plus que Bismarck, en 1871, ne mania M. Thiers. M. Thiers était un homme politique versatile. Il avait été monarchiste, puis bonapartiste, puis républicain. Or il fut à l'heure de la crise nationale, et jusque dans le cabinet de travail du rude Bismarck, français, tout français, rien que français. Et le maréchal Pétain ne serait pas aussi ferme, aussi français? Allons donc!

Ceux qui le traitent d'esprit sénile, qui parlent dédaigneusement à son sujet de gérontisme, n'ont, malgré leur apparente vigueur, que de misérables coeurs, de faibles esprits, en comparaison de son noble coeur, de sa grandeur d'âme.

La vérité aussi, c'est que presque tous les députés et les sénateurs présents à l'Assemblée nationale de Vichy, le

10 juillet dernier, ont voté à la très grande majorité des voix la nouvelle constitution de l'Etat français et remis d'accord les pleins pouvoirs au chef du nouvel Etat qu'ils ont nommément désigné: le maréchal Pétain. Ces membres de l'Assemblée nationale, formant la très grande majorité des deux dernières Chambres de la IIIe République, représentaient les Français de toute la France. Qui mieux qu'eux-mêmes pouvait désigner un gouvernement légal à l'Etat français? Un simulacre de junte réuni à Londres, à Casablanca, à Alger? Un Comité sans autorité légale, constitué de son propre chef, sans mandat explicite défini du pays, peu importe qui l'eût appuyé hors de France? Le ministère Pétain est le seul gouvernement légitime de l'Etat français, et choisi par des Français délégués pour exprimer l'avis du peuple français. Certes, que des gens ne reconnaissent pas son autorité, qu'ils n'entendent pas lui obéir, cela se devait; tout comme à maintes époques on a vu hors de France des groupes prétendre être le véritable gouvernement du pays. L'obstacle, c'est que le pays ne reconnut jamais de tels gouvernements, si d'autres nations leur firent un peu de temps quelque crédit, s'en servirent, — puis les laissèrent tomber. Voyez l'histoire du temps de la Révolution. Il y eut des "ministères" à Londres, à Coblenz, en Courlande même, et ailleurs. La République, tout ce temps, eut le seul gouvernement de la nation. Il était en territoire français.

* * *

Cela est si vrai qu'encore aujourd'hui Londres n'a pas tout à fait rompu avec Vichy, n'a pas encore reconnu comme gouvernement français officiel le comité dirigé à Londres par un soldat valeureux. Au reste, quand ce militaire, technicien de renom, s'est-il posé en chef de gouvernement? Il n'a voulu prendre figure que de courageux combattant, déterminé à se battre avec des camarades, jusqu'au bout.

Quant à notre propre gouvernement, celui de M. King, il a jusqu'ici reconnu de fait un gouvernement avec lequel il n'a pas encore voulu rompre; ce qui n'empêche pas, entretemps, des gens de dépenser l'argent de l'Etat à faire insulter en public et à nos frais le chef d'un Etat ami. Procédé qui ouvre de singuliers aperçus sur la bassesse de certains organismes démocratiques...

Washington, encore ces jours-ci, a déclaré ne pas devoir rompre avec cet Etat. Le Vatican, dix, vingt autres pays à toutes fins indépendants de Berlin maintiennent leurs légations ou leurs ambassades auprès de la France. Le gouvernement de Pologne expatrié vient de retourner de Londres à Vichy son personnel diplomatique jadis à Paris. "La Pologne malheureuse n'abandonne pas une nation amie dans le malheur", a dit M. Zaleski, ministre des Affaires étrangères (journaux du 31 juillet).

* * *

Gouvernement fasciste, celui du maréchal Pétain? Et cela parce qu'il entend exercer une autorité étendue? Qu'il veuille mettre fin au laisser-aller, aux pratiques de ce qu'un publiciste d'esprit appela jadis la "République des Camarades", au tripotage du bien public, aux convoitises des politiciens véreux en mal d'arrivisme ministériel, à tant d'abus qui, dans certains pays de régime parlementaire, sont à miner les institutions démocratiques, — ils ont pourri la IIIe République? Qu'il va proscrire la maçonnerie?

Fasciste, ce gouvernement, parce qu'il met au-dessus des droits de l'individu les droits primordiaux de la famille, du travail, de la patrie? Qu'il entend réformer les moeurs, tant privées que publiques, réclamer le droit à la vie pour l'enfant, le droit à sa religion pour l'adulte, le droit d'association pour les religieux comme pour les laïcs, faire cesser la propagande, les menées, les pratiques antisociales? Un gouvernement d'autorité n'est pas à cause de cela un gouvernement fasciste.

Un auteur anglais contemporain, et non des moindres, Hilaire Belloc, eut, il y a quelques années, dans un lumineux petit livre (*Pour mieux comprendre l'Angleterre contemporaine*) et en marge de sa constatation que l'Angleterre est d'abord un Etat aristocratique, ce judicieux aperçu: "On a dit avec raison que l'Angleterre jouit de tous les avantages sociaux du fascisme sans souffrir aucune de ses contraintes antinaturelles: elle cueille les fruits du despotisme sans l'inconvénient de subir un despote" (page 73 de l'édition française).

A quel esprit un tant soit peu sain l'idée viendrait-elle de qualifier de régime fasciste le régime politique anglais? Pourtant "l'Angleterre jouit de tous les avantages sociaux du fascisme". Cela prouve qu'un gouvernement bien dirigé peut donner à ses administrés les avantages sociaux du fascisme sans pour cela verser dans le fascisme. Tel est le cas de l'Angleterre, dit Hilaire Belloc. Il a raison. Et cela ne pourrait pas être, ce ne serait pas le cas de l'Etat français nouveau? Qu'on ne forge pas cette stupide légende d'un Etat fasciste, où il n'y a qu'un chef d'Etat déterminé à gouverner le pays pour le pays, non pas pour des coterries, ni pour l'étranger.

Et surtout, qu'on n'aille pas forger ici de ces légendes; qu'on s'en garde encore plus qu'ailleurs. "We must not forget the very representative character of the Maréchal Pétain's cabinet", dit en toutes lettres une publication anglaise d'autorité inattaquable, rédigée à Londres sous la direction immédiate de lord Phillimore, du comte de Mansfield, de plusieurs députés anglais, dont MM. Victor Raikes et A.-R. Wise: *Imperial Policy Group* (livraison de juillet dernier, numéro 20, page 13). A quoi l'auteur du mémoire en question ajoute: "Nous ne ferons aucun mal à notre cause ni à celle de l'Europe si nous sommes d'esprit assez généreux pour tenir pleinement compte du terrible dilemme qu'affronta le gouvernement français, en ces derniers temps, et des effroyables calamités que dut traverser le peuple de France. Ceux qui prisent comme un trésor les relations amicales entre les peuples anglais et français prendront garde de ne pas aller juger durement le maréchal Pétain et ses collègues; si nous commettons cette faute, nous ne gagnerions rien et nous pourrions bien nous aliéner le sentiment d'une partie considérable de l'opinion française".

Ce qui est vrai pour l'Angleterre l'est davantage ici, où vivent côte à côte gens de langue anglaise et gens de langue française. Ce juste conseil venu de Londres. M. Mackenzie King, chez nous, l'a mis en pratique bien avant que parût le mémoire de l'*Imperial Policy Group*. Il convient de lui en savoir gré. M. King a un sens plus élevé de la charité sociale, un souci plus juste des ménagements à apporter envers une France éprouvée, — noble sous son écrasant fardeau, et qui se relèvera, — que tant et tant d'âmes médiocres. C'est qu'il est d'une qualité d'esprit et de coeur où d'aucuns ne sauraient atteindre.

Georges PELLETIER